

Faits saillants

L'activité économique au Québec ralentit depuis le début de l'année 2023. Pour les deux premiers trimestres, le PIB réel a affiché une faible croissance de 0,5 %, alors qu'une croissance de 2,5 % avait été observée pour la même période en 2022. L'inflation poursuit sa décélération, mais la croissance des prix demeure élevée.

L'évolution récente de la situation économique a un effet défavorable sur, notamment, les revenus provenant des impôts des sociétés. Par ailleurs, les faibles précipitations à l'été 2023 entraînent des révisions à la baisse des revenus provenant des entreprises du gouvernement. Ainsi, une détérioration de 635 millions de dollars du cadre financier depuis la mise à jour de l'automne 2023 est attendue. La provision pour éventualités de 500 millions de dollars est toutefois utilisée pour compenser en grande partie les révisions. Conséquemment, le déficit budgétaire prévu pour 2023-2024 est revu à la hausse de 135 millions de dollars et s'établit désormais à 4,1 milliards de dollars, après versements des revenus consacrés au Fonds des générations.

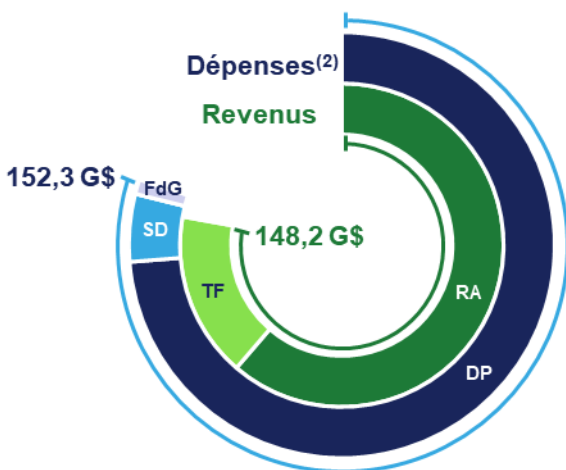
Sur la base des résultats d'avril à septembre 2023 et des facteurs actuellement connus qui affecteront le cadre financier d'ici la fin de l'exercice financier, les revenus devraient atteindre 148,2 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année, alors que les dépenses, en incluant les versements des revenus consacrés au Fonds des générations, devraient s'établir à 152,3 milliards de dollars.

Il est attendu que le poids de la dette nette s'établisse à 38,2 % du PIB au 31 mars 2024, soit 0,3 point de pourcentage de plus que prévu dans la mise à jour de l'automne 2023, notamment en raison d'une révision à la baisse du PIB nominal en 2022.

Par ailleurs, depuis le début de l'année 2023-2024⁽¹⁾, les emprunts réalisés s'élèvent à 21,2 milliards de dollars, soit à 96,6 % du programme prévu.

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2023-2024

(en milliards de dollars)



Un déficit budgétaire de 4,1 G\$ en 2023-2024

RA	Revenus autonomes	116,7 G\$
TF	Transferts fédéraux	31,5 G\$
DP	Dépenses de portefeuilles	140,4 G\$
SD	Service de la dette	9,8 G\$
FdG	Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	2,1 G\$ ⁽³⁾

Note au lecteur

Le *Rapport sur la situation financière du Québec* fournit un aperçu des résultats financiers du gouvernement du Québec. Il est préparé dans le but d'accroître la transparence des finances publiques et d'effectuer un suivi régulier de l'atteinte de la cible relative au solde budgétaire pour l'année financière. Les informations financières qui y sont présentées ne sont pas auditées et sont basées sur les conventions comptables utilisées dans les états financiers annuels du gouvernement.

Le *Rapport sur la situation financière du Québec – 3^e trimestre de 2023-2024* sera publié en mars 2024.

Évolution récente de la situation économique

La croissance du PIB réel a ralenti en 2023 à la suite d'une forte hausse de 2,5 % en 2022. Pour les deux premiers trimestres de 2023, comparativement à la période correspondante en 2022, le PIB réel a affiché une croissance de 0,5 % (+0,3 % au premier trimestre et -0,5 % au deuxième trimestre de 2023).

- La modération de l'activité économique coïncide avec le resserrement monétaire de la Banque du Canada, qui a pour but de freiner la poussée inflationniste.

Les actions effectuées par la Banque du Canada portent leurs fruits. La croissance des prix ralentit.

- La variation annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est située à 4,2 % en octobre 2023, après avoir atteint un sommet de 8,0 % en juin 2022. En dépit de cette décélération, le niveau des prix reste élevé.

Conséquemment, la hausse du PIB nominal se modère. À la suite d'une progression de 9,6 % en 2022, elle se situait à 4,0 % pour les deux premiers trimestres de 2023 comparativement à la période correspondante en 2022.

En dépit du ralentissement économique, les conditions du marché du travail demeurent tendues. Le taux de chômage moyen pour les 11 premiers mois de 2023 se situait à 4,4 %, près du creux historique enregistré pour l'année 2022 (4,3 %). En moyenne pour la période de janvier à novembre 2023, le taux d'emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans a atteint un sommet, à 78,5 %. Toutefois, le taux de chômage mensuel est en progression, passant de 3,9 % en janvier 2023 à 5,2 % en novembre 2023.

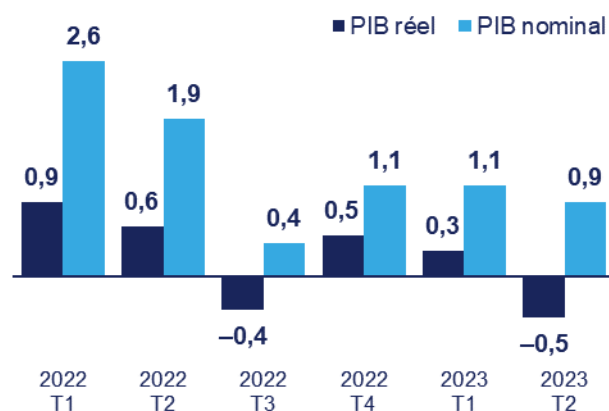
Les tensions du marché du travail se reflètent sur les salaires et traitements, qui ont augmenté de 6,1 % pour les trois premiers trimestres de 2023 par rapport à la même période en 2022.

Les importants gains salariaux et le niveau élevé des prix ont soutenu les dépenses des ménages, qui ont augmenté de 8,3 % pour les deux premiers trimestres de 2023 comparativement à la période correspondante en 2022.

Du côté des entreprises, l'excédent d'exploitation net des sociétés affichait une baisse de 8,8 % pour les deux premiers trimestres de 2023 comparativement à la période correspondante en 2022. Cette diminution s'explique notamment par la baisse des prix des matières premières, qui a affecté les prix des exportations de ressources naturelles.

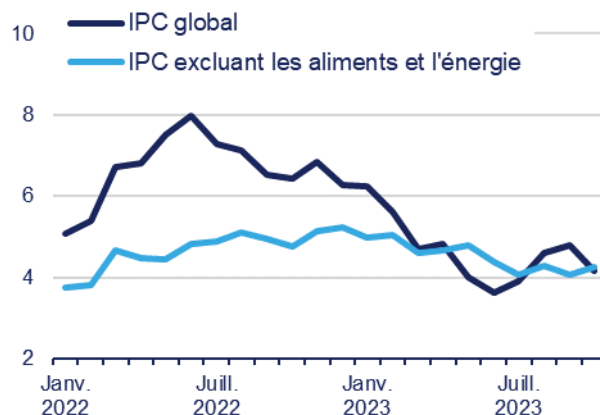
Évolution de l'activité économique au Québec

(PIB réel et nominal, variation trimestrielle en pourcentage)



Indice des prix à la consommation au Québec

(variation annuelle en pourcentage)



Sommaire des résultats et perspectives financières pour 2023-2024

► Résultats au 30 septembre 2023

Pour les six premiers mois de 2023-2024, le solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire affiche un déficit de 409 millions de dollars. Il s'agit d'une baisse de 3,8 milliards de dollars par rapport à la même période l'année précédente.

Ce résultat s'explique par les facteurs suivants :

- des revenus de 71,3 milliards de dollars, lesquels affichent une progression de 1,4 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse s'explique principalement par la croissance des revenus provenant des transferts fédéraux, due notamment à un relèvement ponctuel de l'enveloppe du Transfert canadien en matière de santé. La hausse des transferts fédéraux est toutefois atténuée par une baisse des revenus autonomes en raison d'un contexte de ralentissement économique;
- des dépenses de 70,8 milliards de dollars, lesquelles présentent une croissance de 8,3 % par rapport à la même période l'année précédente. Cette croissance est en grande partie attribuable aux dépenses de portefeuilles (9,6 %), principalement celles de la santé et des services sociaux et celles de l'éducation;
- des versements des revenus consacrés au Fonds des générations qui totalisent 977 millions de dollars.

Sommaire des résultats au 30 septembre 2023 et perspectives budgétaires pour 2023-2024

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

	Prévisions pour l'exercice financier 2023-2024								
	Avril à septembre				Mise à jour de l'automne 2023		Nouvelle estimation		
	2022-2023	2023-2024	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%) ⁽⁴⁾
Revenus autonomes	56 455	56 379	-76	-0,1	117 554	1,7	-842	116 712	1,0
Transferts fédéraux	13 874	14 942	1 068	7,7	31 497	9,6	—	31 497	9,6 ⁽⁵⁾
Total des revenus	70 329	71 321	992	1,4	149 051	3,3	-842	148 209	2,7
Dépenses de portefeuilles	-59 985	-65 756	-5 771	9,6	-140 438	2,3	—	-140 438	2,3 ⁽⁶⁾
Service de la dette	-5 344	-4 997	347	-6,5	-9 867	-1,9	85	-9 782	-2,7
Total des dépenses	-65 329	-70 753	-5 424	8,3	-150 305	2,0	85	-150 220	2,0
Provision pour éventualités	—	—	—	—	-500	—	500	—	—
SURPLUS (DÉFICIT) LIÉ AUX ACTIVITÉS⁽⁷⁾	5 000	568	-4 432	—	-1 754	—	-257	-2 011	—
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE									
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations ⁽³⁾	-1 578	-977	601	—	-2 241	—	122	-2 119	—
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽⁸⁾	3 422	-409	-3 831	—	-3 995	—	-135⁽⁹⁾	-4 130	—

► Perspectives budgétaires pour 2023-2024

L'évolution récente de l'activité économique et la diminution des exportations d'électricité ont un effet défavorable sur les revenus et entraînent une détérioration de 635 millions de dollars du cadre financier en 2023-2024 depuis la mise à jour de l'automne 2023. La provision pour éventualités de 500 millions de dollars est toutefois utilisée pour compenser en grande partie les révisions.

- Conséquemment, le déficit budgétaire prévu pour 2023-2024 est revu à la hausse de 135 millions de dollars et s'établit désormais à 4,1 milliards de dollars, après versements des revenus consacrés au Fonds des générations.

Sur la base des résultats d'avril à septembre 2023 et des facteurs actuellement connus qui affecteront le cadre financier d'ici la fin de l'exercice financier, les revenus devraient atteindre 148,2 milliards de dollars, alors que les dépenses, en incluant les versements des revenus consacrés au Fonds des générations, devraient s'établir à 152,3 milliards de dollars.

- Les revenus sont révisés à la baisse de 842 millions de dollars et devraient atteindre 148,2 milliards de dollars, soit une croissance annuelle de 2,7 % par rapport à 2022-2023.
 - Les revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement sont revus à la baisse de 472 millions de dollars en raison de l'évolution récente de la situation économique, qui se traduit notamment par une diminution des rentrées fiscales relatives aux impôts des sociétés.
 - Les revenus provenant des entreprises du gouvernement sont revus à la baisse de 370 millions de dollars, en raison principalement de :
 - la diminution des exportations d'Hydro-Québec, découlant des faibles précipitations dans les régions où sont situés ses bassins principaux;
 - la baisse des revenus provenant d'Investissement Québec, due à une augmentation de la provision pour pertes découlant de la baisse de la valeur de certains placements.
- Les dépenses sont révisées à la baisse de 85 millions de dollars et devraient s'établir à 150,2 milliards de dollars, leur croissance annuelle atteignant 2,0 % par rapport à 2022-2023.
 - Les dépenses de portefeuilles demeurent inchangées par rapport à la prévision de la mise à jour de l'automne 2023 et devraient totaliser 140,4 milliards de dollars (croissance annuelle de 2,3 %).
 - Le service de la dette est révisé à la baisse de 85 millions de dollars, en raison du récent repli des taux d'intérêt, et devrait s'établir à 9,8 milliards de dollars (variation annuelle de -2,7 %).
- Les versements des revenus consacrés au Fonds des générations sont revus à la baisse de 122 millions de dollars et devraient atteindre 2,1 milliards de dollars, en raison de la diminution des revenus provenant des redevances hydrauliques et des revenus de placement.

► Information complémentaire

Il est attendu que le poids de la dette nette s'établisse à 38,2 % du PIB au 31 mars 2024, soit 0,3 point de pourcentage de plus que prévu dans la mise à jour de l'automne 2023, notamment en raison d'une révision à la baisse du PIB nominal en 2022.

Revenus

Revenus autonomes

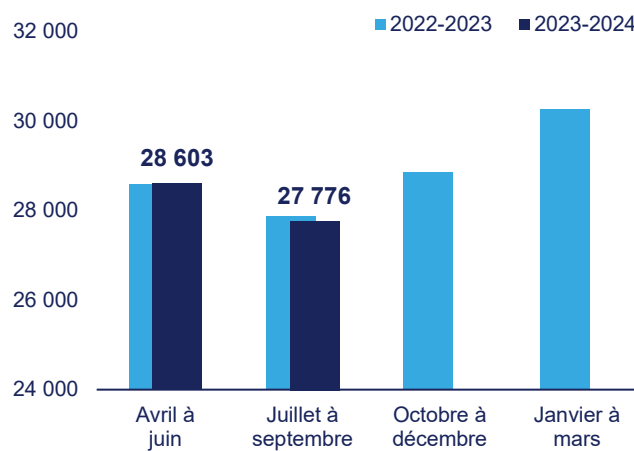
Faits saillants

Des revenus autonomes de **56,4 milliards de dollars** au 30 septembre 2023.

Une **variation cumulative de -0,1 %** par rapport à la même période de l'année précédente.

Revenus autonomes trimestriels

(en millions de dollars)



► Résultats au 30 septembre 2023

Au 30 septembre, soit pour les six premiers mois de l'année 2023-2024, les revenus autonomes s'élevaient à 56,4 milliards de dollars. Il s'agit d'une baisse de 76 millions de dollars (-0,1 %) par rapport à la même période de l'année précédente.

Les **revenus fiscaux** ont diminué de 769 millions de dollars (-1,7 %), pour atteindre 44,6 milliards de dollars. Ces résultats s'expliquent principalement par :

- la baisse de 393 millions de dollars (-1,9 %) de l'**impôt sur le revenu des particuliers**, due notamment à la baisse des deux premiers paliers d'imposition annoncée dans le budget 2023-2024;
- la hausse de 269 millions de dollars (6,9 %) des **cotisations pour les services de santé**, attribuable notamment à la croissance de 6,1 % des salaires et traitements au cours des trois premiers trimestres de 2023;
- la baisse de 988 millions de dollars (-16,6 %) des revenus provenant des **impôts des sociétés**, en raison notamment de la diminution de 8,8 % de l'excédent d'exploitation net des sociétés au cours des deux premiers trimestres de 2023 et de l'augmentation des remboursements pour acomptes payés en trop;
- la hausse de 324 millions de dollars (2,3 %) des **taxes à la consommation**, due à la croissance de 8,3 % de la consommation des ménages au cours des deux premiers trimestres de 2023. L'effet positif de la croissance de la consommation des ménages est atténué en partie par le recul de 20,9 % des investissements résidentiels au cours de la même période.

Les **autres revenus autonomes** ont augmenté de 940 millions de dollars (10,8 %), pour atteindre 9,6 milliards de dollars, en raison de :

- la diminution de 187 millions de dollars (-6,1 %) des **droits et permis**, découlant principalement de la baisse des revenus miniers;
- l'augmentation de 1,1 milliard de dollars (20,0 %) des **revenus divers**, due entre autres à l'évolution favorable des revenus de placement du Fonds des générations en 2023, qui ont été en 2022-2023 inférieurs à leur niveau habituel, ainsi qu'à la hausse des revenus d'intérêts sur les créances fiscales administrées par l'Agence du revenu du Québec.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** ont diminué de 247 millions de dollars (-10,4 %), pour s'établir à 2,1 milliards de dollars.

- Cette évolution est principalement attribuable à la diminution des résultats d'Hydro-Québec, principalement liée à la baisse de la valeur de ses exportations, découlant des faibles précipitations dans les régions où sont situés ses bassins principaux.
- Cette baisse est atténuée par l'amélioration des résultats d'Investissement Québec, lesquels avaient été affectés en 2022-2023 par les résultats défavorables des marchés financiers.

Revenus autonomes

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

					Prévisions pour l'exercice financier 2023-2024				
	Avril à septembre				Mise à jour de l'automne 2023		Nouvelle estimation		
	2022-2023	2023-2024	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%) ⁽⁴⁾
Impôt sur le revenu et les biens									
– Impôt sur le revenu des particuliers	20 998	20 605	-393	-1,9	42 677	1,0	—	42 677	1,0
– Cotisations pour les services de santé	3 918	4 187	269	6,9	8 310	5,0	—	8 310	5,0
– Impôts des sociétés	5 957	4 969	-988	-16,6	12 563	-5,1	-300	12 263	-7,4
– Impôt foncier scolaire	548	567	19	3,5	1 126	1,2	—	1 126	1,2
Taxes à la consommation	13 955	14 279	324	2,3	27 367	2,9	-50	27 317	2,7
Revenus fiscaux	45 376	44 607	-769	-1,7	92 043	1,0	-350	91 693	0,6
Droits et permis	3 057	2 870	-187	-6,1	5 821	1,4	-38	5 783	0,7
Revenus divers	5 648	6 775	1 127	20,0	13 714	13,5	-84	13 630	12,8
Autres revenus autonomes	8 705	9 645	940	10,8	19 535	9,6	-122	19 413	8,9
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	54 081	54 252	171	0,3	111 578	2,4	-472	111 106	2,0
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	2 374	2 127	-247	-10,4	5 976	-9,7	-370	5 606	-15,3
TOTAL	56 455	56 379	-76	-0,1	117 554	1,7	-842	116 712	1,0

► Perspectives budgétaires pour 2023-2024

Il est prévu que les revenus autonomes s'établissent à 116,7 milliards de dollars en 2023-2024 (croissance annuelle de 1,0 %), soit une révision à la baisse de 842 millions de dollars par rapport à la prévision de la mise à jour de l'automne 2023.

- L'évolution récente de la situation économique et la diminution des rentrées fiscales devraient se traduire par des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement moindres de 472 millions de dollars pour 2023-2024.
 - La baisse de 300 millions de dollars des impôts des sociétés s'explique par la révision à la baisse de 10,1 points de pourcentage de la croissance de l'excédent d'exploitation net des sociétés en 2022, qui continue d'affecter à la baisse les recettes en 2023-2024. Ainsi, la croissance annuelle prévue passe de -5,1 % à -7,4 %.
 - La baisse de 50 millions de dollars des taxes à la consommation s'explique par des remboursements plus élevés que prévu relatifs à la TVQ, qui influencent à la baisse la prévision pour 2023-2024. De ce fait, la croissance annuelle prévue passe de 2,9 % à 2,7 %.
 - La baisse de 38 millions de dollars des droits et permis provient d'une diminution des revenus de redevances hydrauliques, faisant passer la croissance annuelle prévue de 1,4 % à 0,7 %.
 - La baisse de 84 millions de dollars des revenus divers découle d'une diminution des revenus de placement au Fonds des générations, portant la croissance annuelle prévue de 13,5 % à 12,8 %.
- La prévision des revenus provenant des entreprises du gouvernement est revue à la baisse de 370 millions de dollars, ce qui fait passer la croissance annuelle prévue de -9,7 % à -15,3 %. Cette révision s'explique principalement par :
 - la diminution des exportations d'Hydro-Québec, découlant des faibles précipitations dans les régions où sont situés ses bassins principaux;
 - la baisse des revenus provenant d'Investissement Québec, due à une augmentation de la provision pour pertes découlant de la baisse de la valeur de certains placements et à une baisse des portefeuilles de capital de risque ainsi que des fonds d'investissement.

Composition des revenus autonomes

Les revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement se composent principalement de revenus fiscaux, soit l'impôt sur le revenu des particuliers, les cotisations pour les services de santé, les impôts des sociétés, l'impôt foncier scolaire et les taxes à la consommation.

- Leur évolution reflète généralement celle de l'activité économique au Québec et les modifications apportées aux régimes fiscaux.

Les revenus autonomes comprennent également d'autres sources de revenus :

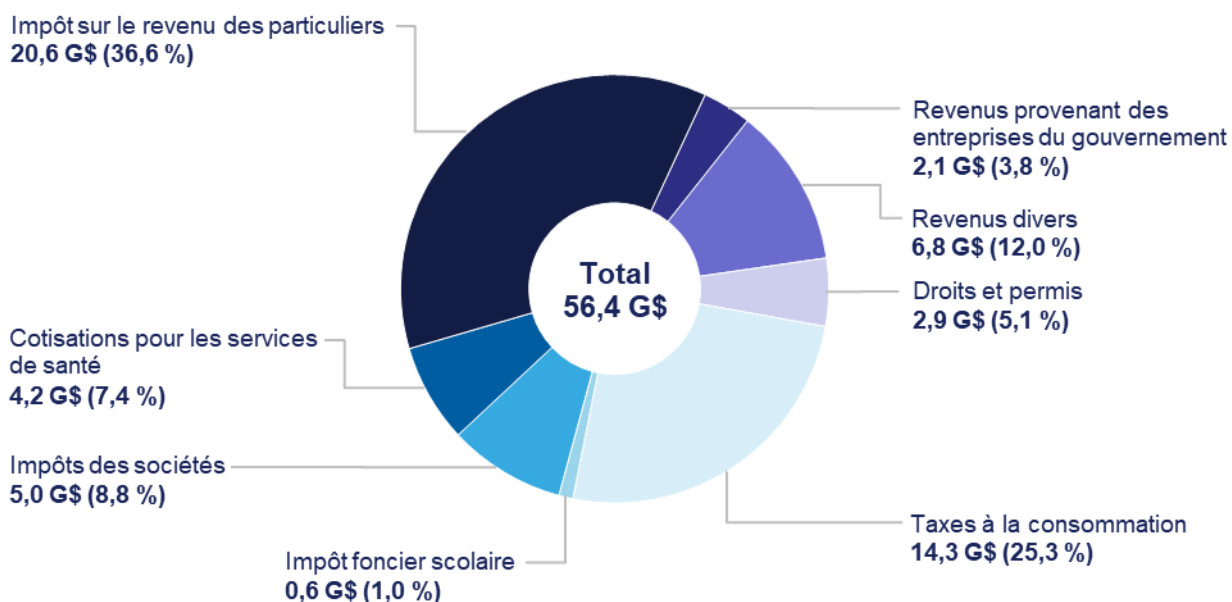
- les droits et permis, notamment les revenus du marché du carbone;
- les revenus divers, tels que les droits de scolarité et les revenus d'intérêts, de la vente de biens et services, ainsi que des amendes, confiscations et recouvrements.

Les entreprises du gouvernement sont composées des sociétés publiques qui possèdent une vocation commerciale, une autonomie de gestion et une autosuffisance financière.

- Les revenus provenant des entreprises du gouvernement correspondent essentiellement aux résultats nets de ces sociétés.

Revenus autonomes au 30 septembre 2023

(en milliards de dollars et en pourcentage des revenus autonomes totaux)



Revenus

Transferts fédéraux

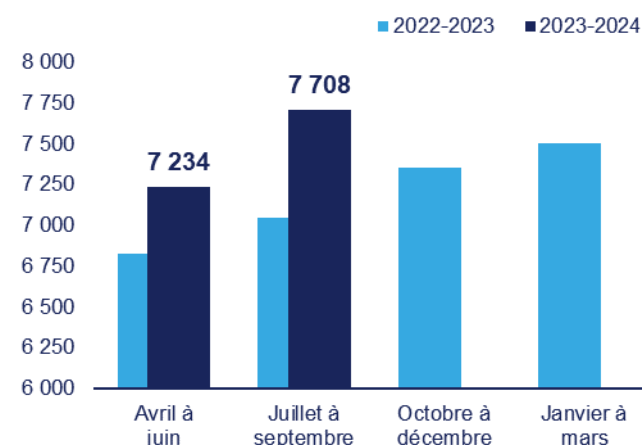
Faits saillants

Des transferts fédéraux de **14,9 milliards de dollars** au 30 septembre 2023.

Une **croissance cumulative de 7,7 %** par rapport à la même période de l'année précédente.

Transferts fédéraux trimestriels

(en millions de dollars)



► Résultats au 30 septembre 2023

Au 30 septembre, soit pour les six premiers mois de l'année 2023-2024, les transferts fédéraux totalisaient 14,9 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 1,1 milliard de dollars (7,7 %) comparativement à la même période de l'année précédente. Cette variation est principalement attribuable à une augmentation des revenus provenant des transferts pour la santé, dont une portion est non-récurrente.

- Les revenus provenant des **transferts pour la santé** ont augmenté de 672 millions de dollars (18,0 %), pour atteindre 4,4 milliards de dollars, notamment en raison de la croissance du Transfert canadien en matière de santé (TCS), liée à la variation du PIB nominal canadien et à un relèvement ponctuel de 2,0 milliards de dollars de ce transfert (la part du Québec étant de 447 millions de dollars).

Transferts fédéraux

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

	Prévisions pour l'exercice financier 2023-2024								
	Avril à septembre				Mise à jour de l'automne 2023		Nouvelle estimation		
	2022-2023	2023-2024	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%) ^{(4),(5)}
Péréquation	6 833	7 019	186	2,7	14 037	2,7	—	14 037	2,7
Transferts pour la santé	3 733	4 405	672	18,0	8 810	24,4	—	8 810	24,4
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	746	750	4	0,5	1 499	15,8	—	1 499	15,8
Autres programmes	2 562	2 768	206	8,0	7 151	6,8	—	7 151	6,8
TOTAL	13 874	14 942	1 068	7,7	31 497	9,6		31 497	9,6

► Perspectives budgétaires pour 2023-2024

Les transferts fédéraux devraient atteindre 31,5 milliards de dollars (croissance annuelle de 9,6 %) en 2023-2024, soit le même niveau que celui estimé lors de la mise à jour de l'automne 2023.

Composition des transferts fédéraux

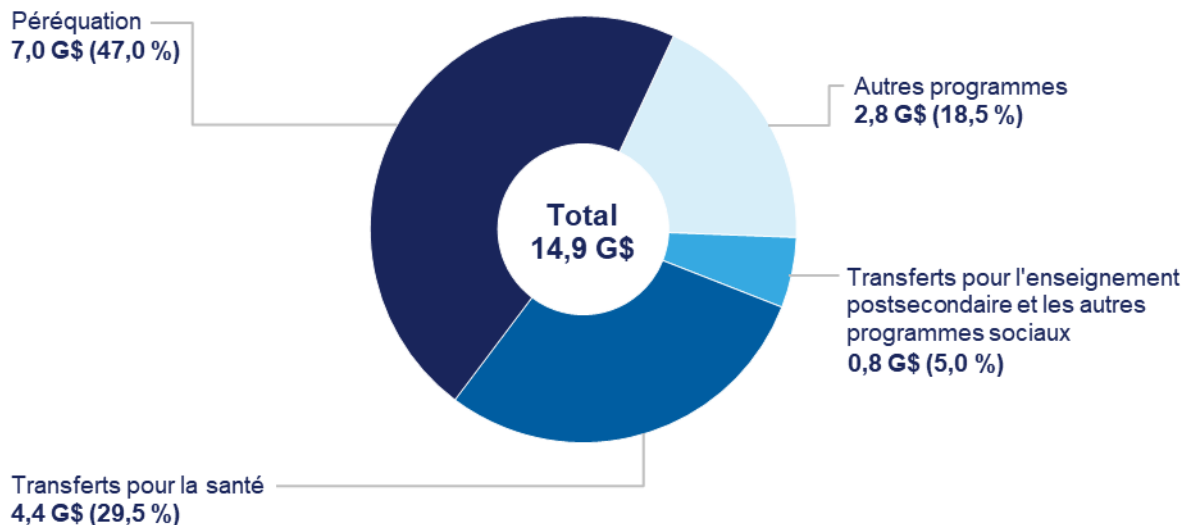
Les revenus de transferts fédéraux correspondent aux revenus du gouvernement fédéral qui sont versés au Québec en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, ainsi qu'aux revenus des autres programmes qui découlent d'ententes bilatérales.

Ces revenus proviennent principalement :

- du programme de péréquation;
- du Transfert canadien en matière de santé (TCS);
- du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS);
- des autres programmes découlant d'ententes avec le gouvernement fédéral sur divers domaines (ex. : l'intégration des immigrants, l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, le marché du travail et les infrastructures).

Transferts fédéraux au 30 septembre 2023

(en milliards de dollars et en pourcentage des revenus totaux de transferts fédéraux)



Dépenses

Dépenses de portefeuilles et service de la dette

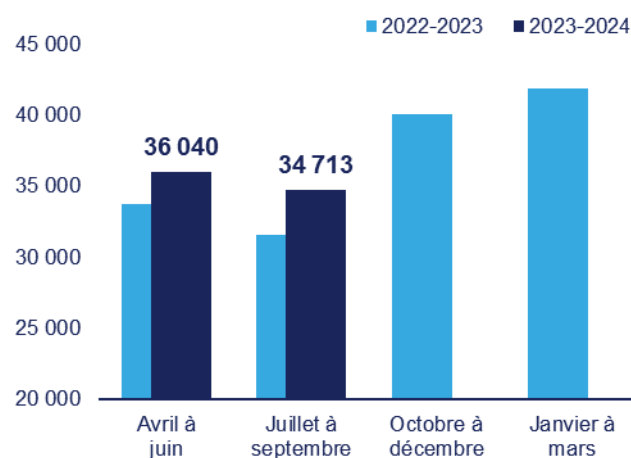
Faits saillants

Des dépenses de **70,8 milliards de dollars** réalisées au 30 septembre 2023.

Une **croissance cumulative de 8,3 %** par rapport à la même période de l'année précédente.

Dépenses trimestrielles

(en millions de dollars)



► Résultats au 30 septembre 2023

Au 30 septembre, soit pour les six premiers mois de l'année 2023-2024, les dépenses totalisaient 70,8 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 5,4 milliards de dollars (8,3 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

Les **dépenses de portefeuilles** ont augmenté de 5,8 milliards de dollars (9,6 %), pour s'établir à 65,8 milliards de dollars. En plus de découler de l'évolution attendue des coûts liés à la prestation des services publics, la croissance observée au 30 septembre 2023 s'explique par ces facteurs :

- les dépenses du portefeuille **Santé et Services sociaux** ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (8,2 %), pour atteindre 29,4 milliards de dollars. Cette augmentation est notamment attribuable à la bonification du montant pour le soutien des aînés annoncée en décembre 2022;
- les dépenses du portefeuille **Éducation** ont augmenté de 735 millions de dollars (8,7 %), pour atteindre 9,2 milliards de dollars. Cette hausse est notamment attribuable à l'évolution des clientèles et de la rémunération du personnel des centres de services scolaires et des commissions scolaires;
- les dépenses du portefeuille **Enseignement supérieur** ont augmenté de 397 millions de dollars (9,0 %), pour atteindre 4,8 milliards de dollars. Cette hausse découle principalement du programme de bourses incitatives Perspective Québec, mis en place en septembre 2022;
- les dépenses du portefeuille **Famille** ont augmenté de 214 millions de dollars (5,5 %), pour atteindre 4,1 milliards de dollars. Cette évolution est notamment attribuable à la hausse de l'Allocation famille;
- les dépenses du portefeuille **Transports et Mobilité durable** ont augmenté de 361 millions de dollars (13,9 %), pour atteindre 2,9 milliards de dollars. Cette hausse s'explique notamment par les dépenses liées aux projets d'infrastructures subventionnés en transport collectif;
- les dépenses du portefeuille **Emploi et Solidarité sociale** ont augmenté de 212 millions de dollars (8,2 %), pour atteindre 2,8 milliards de dollars. Cette évolution s'explique principalement par une augmentation liée aux programmes d'aide financière de dernier recours;

- les dépenses du portefeuille **Affaires municipales et Habitation** ont diminué de 136 millions de dollars (-7,9 %), pour atteindre 1,6 milliard de dollars. Cette variation est entre autres attribuable à des subventions versées en septembre 2022 pour favoriser l'accès à un logement de qualité et abordable, entraînant un effet à la baisse sur la croissance en 2023-2024;
- les dépenses du portefeuille **Économie, Innovation et Énergie** ont augmenté de 389 millions de dollars (29,4 %), pour atteindre 1,7 milliard de dollars. Cette augmentation est notamment attribuable à la hausse du crédit d'impôt relatif à l'investissement et à l'innovation et du crédit d'impôt relatif aux salaires de recherche et de développement;
- les dépenses du portefeuille **Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs** ont augmenté de 155 millions de dollars (29,0 %), pour atteindre 689 millions de dollars. Cette évolution est notamment attribuable aux coûts des actions qui contribuent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre;
- les dépenses des **autres portefeuilles** ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (16,8 %), pour atteindre 8,5 milliards de dollars.

Les dépenses du **service de la dette** ont, quant à elles, diminué de 347 millions de dollars (-6,5 %), pour s'établir à 5,0 milliards de dollars. Cette diminution s'explique principalement par la non-récurrence de pertes sur disposition d'actifs dans le cadre de la gestion des activités de placement du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement. La hausse rapide des taux d'intérêt en 2022-2023 avait entraîné des pertes importantes.

Dépenses

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

	Avril à septembre				Prévisions pour l'exercice financier 2023-2024				
	2022-2023 ⁽¹⁰⁾	2023-2024	Variation (M\$)	Variation (%)	Mise à jour de l'automne 2023		Nouvelle estimation		
					Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%) ⁽⁴⁾
Santé et Services sociaux	27 213	29 438	2 225	8,2	59 097	-0,5	—	59 097	-0,5
Éducation	8 485	9 220	735	8,7	19 930	1,9	—	19 930	2,2
Enseignement supérieur	4 394	4 791	397	9,0	10 334	7,0	—	10 334	7,0
Famille	3 870	4 084	214	5,5	8 368	6,8	—	8 368	6,8
Transports et Mobilité durable	2 588	2 949	361	13,9	6 809	5,5	—	6 809	5,5
Emploi et Solidarité sociale	2 599	2 811	212	8,2	5 478	-39,0	—	5 478	-39,0
Affaires municipales et Habitation	1 725	1 589	-136	-7,9	4 739	-3,8	—	4 739	-3,8
Économie, Innovation et Énergie	1 325	1 714	389	29,4	3 861	20,5	—	3 861	20,5
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	534	689	155	29,0	2 442	46,0	—	2 442	46,0
Autres portefeuilles	7 252	8 471	1 219	16,8	19 380	24,2	—	19 380	24,2
Dépenses de portefeuilles	59 985	65 756	5 771	9,6	140 438	2,3	—	140 438	2,3⁽⁶⁾
Service de la dette	5 344	4 997	-347	-6,5	9 867	-1,9	-85	9 782	-2,7
TOTAL	65 329	70 753	5 424	8,3	150 305	2,0	-85	150 220	2,0

► Perspectives budgétaires pour 2023-2024

Il est prévu que les dépenses s'établissent à 150,2 milliards de dollars en 2023-2024 (croissance annuelle de 2,0 %), soit une révision à la baisse de 85 millions de dollars par rapport à la prévision de la mise à jour de l'automne 2023.

- Les dépenses de portefeuilles demeurent inchangées par rapport à la prévision de la mise à jour de l'automne 2023 et devraient totaliser 140,4 milliards de dollars (croissance annuelle de 2,3 %).
 - Bien que la croissance constatée pour les six premiers mois de l'année soit plus élevée (9,6 %), une baisse de la croissance annuelle est attendue, ce qui s'explique notamment par l'effet du nouveau montant ponctuel pour le coût de la vie, comptabilisé en novembre 2022, ainsi que par celui de la bonification du montant pour le soutien des aînés et du programme de bourses incitatives Perspective Québec, comptabilisés à compter de décembre 2022.
- Le service de la dette est révisé à la baisse de 85 millions de dollars, en raison du récent repli des taux d'intérêt, et devrait s'établir à 9,8 milliards de dollars (variation annuelle de -2,7 %).

Composition des dépenses de portefeuilles

Les dépenses de portefeuilles représentent l'ensemble des ressources consacrées à la prestation des services publics. Le gouvernement met sur pied des programmes qui sont administrés directement par les entités gouvernementales tels les ministères et organismes.

- Les programmes et les entités sous la responsabilité d'un ministre représentent un portefeuille.

Les dépenses d'un portefeuille se composent :

- des dépenses de programmes;
- des dépenses réalisées notamment par les fonds spéciaux, les organismes autres que budgétaires ainsi que les organismes des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et de l'enseignement supérieur;
- des dépenses financées par le régime fiscal, lesquelles sont constituées des crédits d'impôt remboursables et de la dépense pour créances douteuses associée aux revenus fiscaux.

La composition et le niveau de dépenses de chaque portefeuille varient selon la nature de la fonction et des programmes sous la responsabilité du ministre. Ainsi, certains portefeuilles auront plus de dépenses que d'autres, en fonction de leur mission.

En 2023-2024, il y a 24 portefeuilles ministériels. Les trois principaux, soit Santé et Services sociaux, Éducation et Enseignement supérieur, représentent près de 65 % des dépenses de portefeuilles.

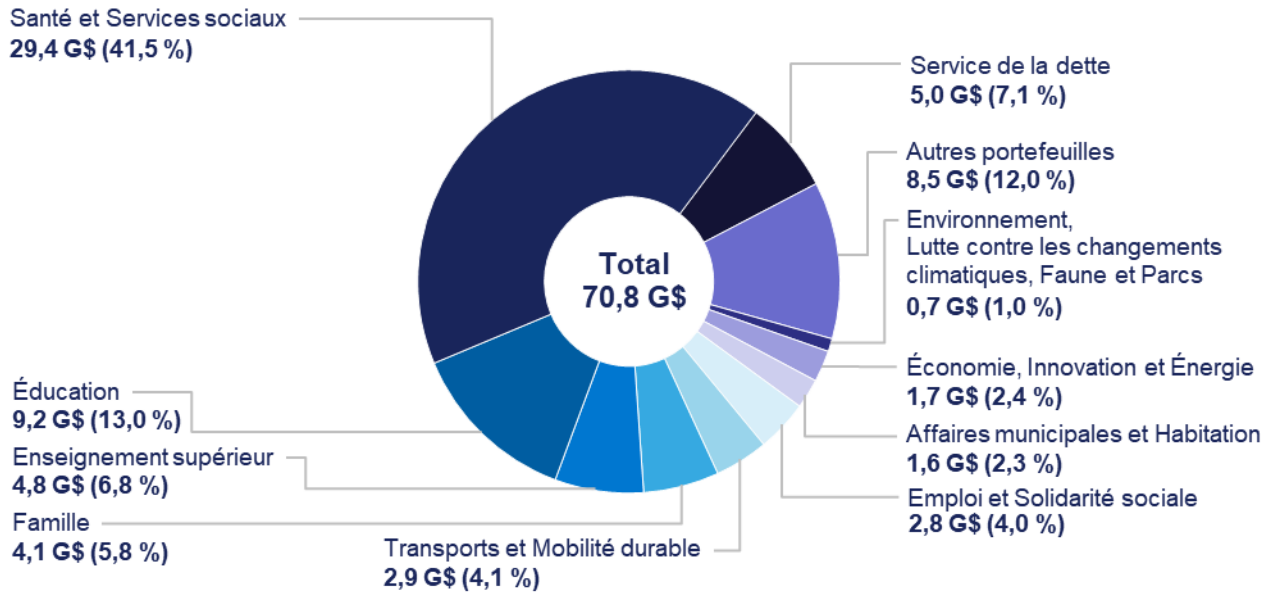
Composition du service de la dette

Le service de la dette correspond à la somme des intérêts sur la dette directe ainsi que des intérêts sur le passif au titre des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs des employés des secteurs public et parapublic.

Il dépend notamment de la taille de la dette et des taux d'intérêt sur les marchés financiers. Chaque année, le gouvernement doit consacrer une part des revenus de l'État au paiement des intérêts.

Dépenses au 30 septembre 2023

(en milliards de dollars et en pourcentage des dépenses totales)



Dettes

Au 31 mars 2024, il est prévu que la dette nette s'établisse à 217,1 milliards de dollars, soit 38,2 % du PIB. Par rapport à la mise à jour de l'automne 2023, il s'agit d'une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage, due à une révision à la baisse du PIB nominal en 2022, laquelle a été contrebalancée, en partie, par une baisse de 826 millions de dollars du niveau de la dette nette. La baisse du niveau de la dette résulte principalement de la finalisation des travaux d'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations dans le cadre des *Comptes publics 2022-2023*.

Dettes nettes au 31 mars 2024

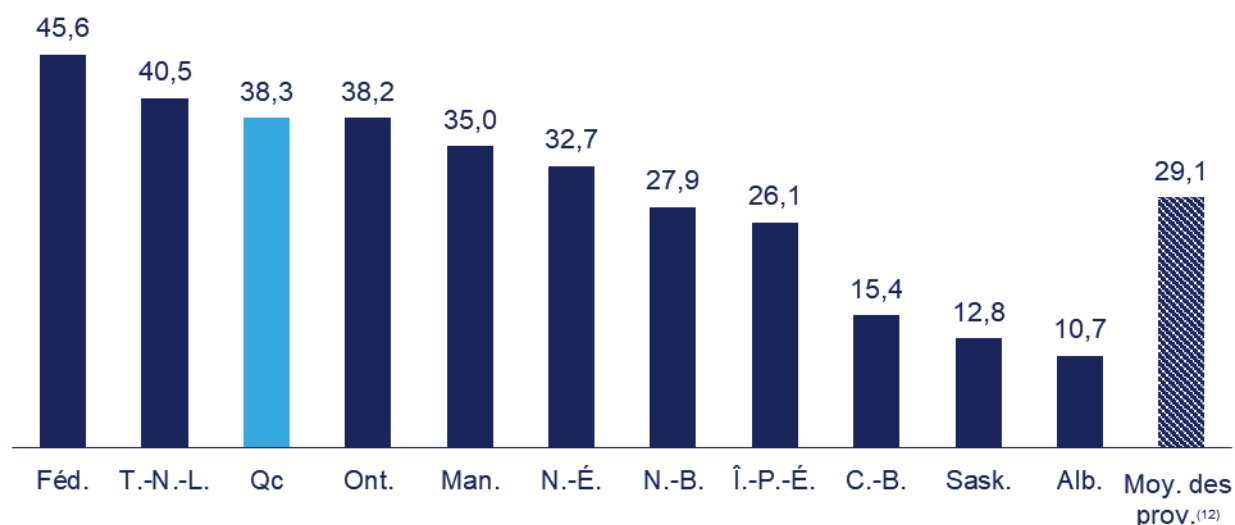
(en millions de dollars)

	Mise à jour de l'automne 2023	Révision	Nouvelle estimation
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	209 795	-1 083	208 712
EN % DU PIB	38,0	0,3	38,3
Déficit (surplus) budgétaire	3 995	135	4 130
Immobilisations	6 690	—	6 690
Ajustements comptables	-341	—	-341
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-2 241	122	-2 119
Variation totale	8 103	257	8 360
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	217 898	-826	217 072
EN % DU PIB	37,9	0,3	38,2

Au 31 mars 2023, la dette nette au PIB du Québec se situait à 38,3 %, comparativement à 29,1 % pour la moyenne des provinces. Le gouvernement s'est engagé à réduire la dette nette du Québec graduellement à 30 % du PIB d'ici 2037-2038.

Dettes nettes des gouvernements au Canada au 31 mars 2023⁽¹¹⁾

(en pourcentage du PIB)



Surplus ou besoins financiers nets

Pour la période d'avril à septembre 2023, les besoins financiers nets atteignent 9,4 milliards de dollars et s'expliquent par :

- le surplus de 568 millions de dollars résultant de la différence entre les revenus et les dépenses du gouvernement;
- les besoins financiers de 2,3 milliards de dollars pour les placements, prêts et avances, qui découlent notamment d'une augmentation de la valeur de consolidation des entreprises du gouvernement⁽¹³⁾;
- les besoins financiers de 2,6 milliards de dollars liés aux immobilisations du gouvernement, dus principalement à des investissements de 5,4 milliards de dollars, notamment pour la réfection et la construction d'établissements de santé. Ces investissements sont compensés en partie par les dépenses d'amortissement de 2,7 milliards de dollars⁽¹³⁾;
- les besoins financiers de 1,7 milliard de dollars liés au passif des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs, qui résultent du versement des prestations aux employés de l'État de 3,5 milliards de dollars compensé par le coût net des régimes de 1,8 milliard de dollars⁽¹³⁾;
- les besoins financiers de 2,4 milliards de dollars provenant des autres comptes⁽¹⁴⁾, besoins qui découlent notamment de déboursés relatifs à des dépenses comptabilisées à la fin de 2022-2023;
- les besoins financiers de 977 millions de dollars générés par les versements au Fonds des générations.

Surplus ou besoins financiers nets

(données non auditées, en millions de dollars)

	Avril à septembre	
	2022-2023	2023-2024
SURPLUS (DÉFICIT) LIÉ AUX ACTIVITÉS	5 000	568
Opérations non budgétaires		
Placements, prêts et avances	-647	-2 283
Immobilisations	-1 640	-2 631
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	-1 436	-1 687
Autres comptes ⁽¹⁴⁾	-5 442	-2 438
Versements au Fonds des générations	-1 578	-977
Total des opérations non budgétaires	-10 743	-10 016
SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS	-5 743	-9 448

Composition des surplus ou besoins financiers nets

Les revenus et les dépenses du gouvernement sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

- Les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont réalisées, sans égard au moment où ont lieu les encaissements et les décaissements.

Les surplus ou besoins financiers nets, quant à eux, sont constitués de l'écart entre les encaissements et les décaissements résultant des activités du gouvernement. Pour pourvoir à ses besoins financiers nets, le gouvernement a recours à diverses sources de financement, dont sa trésorerie et ses emprunts.

Les diverses rubriques des besoins financiers nets représentent les encaissements et les décaissements nets générés par les investissements du gouvernement en prêts, en placements, en participations dans ses entreprises et en immobilisations, par les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ainsi que par les autres comptes.

- Cette dernière rubrique comprend notamment le paiement des comptes fournisseurs et la perception des comptes débiteurs. Les versements au Fonds des générations créent également des besoins financiers.

Programme de financement et emprunts réalisés

Le programme de financement correspond aux emprunts à long terme qui sont effectués pour, notamment, rembourser les emprunts qui arrivent à échéance et financer les investissements en immobilisations du gouvernement. Pour l'année 2023-2024, le programme s'établit à 21,9 milliards de dollars, comme présenté dans la mise à jour de l'automne 2023.

Depuis le début de l'année 2023-2024⁽¹⁾, les emprunts réalisés s'élèvent à 21,2 milliards de dollars, soit à 96,6 % du programme prévu.

- Les obligations conventionnelles en dollars canadiens sont le principal instrument d'emprunt utilisé.
- Les emprunts sur les marchés étrangers représentent 34,5 % des emprunts réalisés jusqu'à maintenant en 2023-2024.

Sommaire des emprunts à long terme réalisés en 2023-2024⁽¹⁾

Devises	En M\$	En %
DOLLAR CANADIEN		
Obligations conventionnelles	12 035	56,7
Produits d'épargne émis par Épargne Placements Québec	1 074	5,1
Obligations vertes	591	2,8
Immigrants investisseurs ⁽¹⁵⁾	184	0,9
Sous-total	13 884	65,5
AUTRES DEVICES		
Dollar américain	6 702	31,7
Franc suisse	586	2,8
Sous-total	7 288	34,5
TOTAL	21 172	100,0

Sommaire des remboursements d'emprunts à long terme réalisés en 2023-2024⁽¹⁶⁾

Devises	En M\$
DOLLAR CANADIEN	
Obligations conventionnelles	3 370
Autres	583
Sous-total	3 953
AUTRES DEVICES	
Dollar américain	1 180
Euro	1 484
Sous-total	2 664
TOTAL	6 617

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2023-2024

Résultats et perspectives budgétaires pour 2023-2024 – Solde budgétaire

(niveau et révision en millions de dollars, variation en pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente)

	Avril à septembre 2023		Prévisions pour l'exercice financier 2023-2024								Révision depuis le budget de mars 2023
			Budget de mars 2023		Mise à jour de l'automne 2023			Nouvelle estimation			
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%) ⁽⁴⁾	
Revenus											
Revenus autonomes	56 379	-0,1	117 989	1,8	-435	117 554	1,7	-842	116 712	1,0	-1 277
Transferts fédéraux	14 942	7,7	29 742	1,8	1 755	31 497	9,6	—	31 497	9,6 ⁽⁵⁾	1 755
Sous-total – Revenus	71 321	1,4	147 731	1,8	1 320	149 051	3,3	-842	148 209	2,7	478
Dépenses											
Dépenses de portefeuilles	-65 756	9,6	-138 392	1,2	-2 046	-140 438	2,3	—	-140 438	2,3 ⁽⁶⁾	-2 046
Service de la dette	-4 997	-6,5	-9 464	-5,9	-403	-9 867	-1,9	85	-9 782	-2,7	-318
Sous-total – Dépenses	-70 753	8,3	-147 856	0,7	-2 449	-150 305	2,0	85	-150 220	2,0	-2 364
Provision pour éventualités	—	—	-1 500	—	1 000	-500	—	500	—	—	1 500
SURPLUS (DÉFICIT) LIÉ AUX ACTIVITÉS⁽⁷⁾	568	—	-1 625	—	-129	-1 754	—	-257	-2 011	—	-386
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE											
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations ⁽³⁾	-977	—	-2 373	—	132	-2 241	—	122	-2 119	—	254
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽⁸⁾	-409		-3 998		3	-3 995		-135⁽⁹⁾	-4 130		-132

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2023-2024 (suite)

Résultats et perspectives budgétaires pour 2023-2024 – Revenus

(niveau et révision en millions de dollars, variation en pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente)

	Avril à septembre 2023		Prévisions pour l'exercice financier 2023-2024								Révision depuis le budget de mars 2023
			Budget de mars 2023		Mise à jour de l'automne 2023			Nouvelle estimation			
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%) ⁽⁴⁾	
Revenus autonomes											
Impôt sur le revenu et les biens											
– Impôt sur le revenu des particuliers	20 605	-1,9	43 126	1,1	-449	42 677	1,0	—	42 677	1,0	-449
– Cotisations pour les services de santé	4 187	6,9	7 944	1,3	366	8 310	5,0	—	8 310	5,0	366
– Impôts des sociétés	4 969	-16,6	13 192	-0,5	-629	12 563	-5,1	-300	12 263	-7,4	-929
– Impôt foncier scolaire	567	3,5	1 184	6,5	-58	1 126	1,2	—	1 126	1,2	-58
Taxes à la consommation	14 279	2,3	27 290	2,8	77	27 367	2,9	-50	27 317	2,7	27
Sous-total – Revenus fiscaux	44 607	-1,7	92 736	1,4	-693	92 043	1,0	-350	91 693	0,6	-1 043
Droits et permis	2 870	-6,1	5 739	-4,0	82	5 821	1,4	-38	5 783	0,7	44
Revenus divers	6 775	20,0	12 707	7,8	1 007	13 714	13,5	-84	13 630	12,8	923
Sous-total – Autres revenus autonomes	9 645	10,8	18 446	3,8	1 089	19 535	9,6	-122	19 413	8,9	967
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	54 252	0,3	111 182	1,8	396	111 578	2,4	-472	111 106	2,0	-76
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	2 127	-10,4	6 807	2,0	-831	5 976	-9,7	-370	5 606	-15,3	-1 201
Total des revenus autonomes	56 379	-0,1	117 989	1,8	-435	117 554	1,7	-842	116 712	1,0	-1 277
Transferts fédéraux											
Péréquation	7 019	2,7	14 037	2,7	—	14 037	2,7	—	14 037	2,7	—
Transferts pour la santé	4 405	18,0	8 660	21,6	150	8 810	24,4	—	8 810	24,4	150
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	750	0,5	1 366	5,6	133	1 499	15,8	—	1 499	15,8	133
Autres programmes	2 768	8,0	5 679	-20,5	1 472	7 151	6,8	—	7 151	6,8	1 472
Sous-total – Transferts fédéraux	14 942	7,7	29 742	1,8	1 755	31 497	9,6	—	31 497	9,6⁽⁵⁾	1 755
TOTAL DES REVENUS	71 321	1,4	147 731	1,8	1 320	149 051	3,3	-842	148 209	2,7	478

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2023-2024 (suite)

Résultats et perspectives budgétaires pour 2023-2024 – Dépenses

(niveau et révision en millions de dollars, variation en pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente)

	Avril à septembre 2023		Prévisions pour l'exercice financier 2023-2024								Révision depuis le budget de mars 2023
			Budget de mars 2023		Mise à jour de l'automne 2023			Nouvelle estimation			
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%) ⁽⁴⁾	
Dépenses de portefeuilles											
Santé et Services sociaux	29 438	8,2	59 015	1,6	82	59 097	-0,5	—	59 097	-0,5	82
Éducation	9 220	8,7	20 203	6,0	-273	19 930	1,9	—	19 930	2,2	-273
Enseignement supérieur	4 791	9,0	10 480	5,0	-146	10 334	7,0	—	10 334	7,0	-146
Famille	4 084	5,5	8 210	5,8	158	8 368	6,8	—	8 368	6,8	158
Transports et Mobilité durable	2 949	13,9	6 957	-1,3	-148	6 809	5,5	—	6 809	5,5	-148
Emploi et Solidarité sociale	2 811	8,2	5 250	-42,5	228	5 478	-39,0	—	5 478	-39,0	228
Affaires municipales et Habitation	1 589	-7,9	4 546	-2,9	193	4 739	-3,8	—	4 739	-3,8	193
Économie, Innovation et Énergie	1 714	29,4	3 680	12,3	181	3 861	20,5	—	3 861	20,5	181
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	689	29,0	2 283	14,0	159	2 442	46,0	—	2 442	46,0	159
Autres portefeuilles	8 471	16,8	17 769	13,5	1 611	19 380	24,2	—	19 380	24,2	1 611
Sous-total – Dépenses de portefeuilles	65 756	9,6	138 392	1,2	2 046	140 438	2,3	—	140 438	2,3⁽⁶⁾	2 046
Service de la dette	4 997	-6,5	9 464	-5,9	403	9 867	-1,9	-85	9 782	-2,7	318
TOTAL DES DÉPENSES	70 753	8,3	147 856	0,7	2 449	150 305	2,0	-85	150 220	2,0	2 364

Annexe 2 : Évolution de certaines variables économiques

Indicateurs économiques récents au Québec⁽¹⁷⁾

(variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)

	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Trimestres de 2023				2023	
					1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Prév.	Obs. ⁽¹⁸⁾
PIB réel par industrie	-0,4	—	—	—	0,3	-0,6	—	—	0,6	0,4
Création d'emplois (en milliers)	14,8	38,7	-22,1	-1,5	47,8	2,5	9,2	—	100,9	106,6
Taux de chômage (en pourcentage)	4,3	4,4	4,9	5,2	4,1	4,2	4,4	—	4,3	4,4
Ventes au détail (en termes nominaux)	-0,1	0,4	—	—	1,4	-0,3	2,0	—	4,0	4,3
Indice des prix à la consommation ⁽¹⁹⁾	4,6	4,8	4,2	—	5,5	4,1	4,4	—	4,6	4,6
Mises en chantier (en milliers)	50,8	52,8	47,1	—	36,1	35,3	46,0	—	39,5	42,6
PIB réel	—	—	—	—	0,3	-0,5	—	—	0,6	0,5
PIB (en termes nominaux)	—	—	—	—	1,1	0,9	—	—	4,0	4,0
Consommation des ménages (en termes nominaux)	—	—	—	—	2,0	0,6	—	—	6,9	8,3
Salaires et traitements (en termes nominaux)	—	—	—	—	1,4	1,8	1,2	—	5,5	6,1
Excédent d'exploitation net des sociétés (en termes nominaux)	—	—	—	—	-2,3	-2,5	—	—	-6,7	-8,8

Informations financières consolidées

Les résultats consolidés regroupent les résultats de l'ensemble des entités faisant partie du périmètre comptable du gouvernement, c'est-à-dire qui sont sous son contrôle. Afin d'établir les résultats consolidés, le gouvernement élimine les opérations entre les entités du périmètre comptable. Des informations additionnelles sur l'organisation financière du gouvernement et le financement des services publics peuvent être consultées aux pages 14 à 19 du document *Processus et documentation budgétaires : une reddition de comptes sur les finances publiques de l'État*.

Notes

- (1) Il s'agit des emprunts à long terme réalisés du 1^{er} avril au 12 décembre 2023.
- (2) Les versements des revenus consacrés au Fonds des générations sont présentés dans les dépenses à des fins d'illustration.
- (3) Les revenus consacrés au Fonds des générations ont été comptabilisés conformément aux modifications annoncées dans le budget de mars 2023. À compter de 2023-2024, les trois sources de revenus consacrées au Fonds des générations sont les suivantes : les redevances hydrauliques, versées par Hydro-Québec et les producteurs privés d'hydroélectricité; une contribution additionnelle d'Hydro-Québec, fixée à 650 millions de dollars par année et prise à même le dividende versé par Hydro-Québec au gouvernement; et les revenus provenant du placement des sommes constituant le Fonds des générations. Ces modifications ont été prévues dans la Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 21 mars 2023 et modifiant d'autres dispositions (L.Q. 2023, c. 30), qui a été sanctionnée le 7 décembre 2023.
- (4) La variation en pourcentage a été calculée sur la base des résultats de 2022-2023 publiés dans les *Comptes publics 2022-2023*.
- (5) Il est prévu que les revenus de transferts fédéraux croîtront de 9,6 % en 2023-2024, en raison notamment d'un relèvement ponctuel du Transfert canadien en matière de santé. Pour les six premiers mois de l'année, la croissance est plus faible (7,7 %) en raison de l'évolution de la valeur de l'abattement spécial du Québec, qui est soustraite des revenus de transfert. Il est prévu que la croissance des revenus de transfert d'octobre 2023 à mars 2024, par rapport à la même période l'an dernier, soit plus importante.
- (6) Il est prévu que les dépenses de portefeuilles croîtront de 2,3 % en 2023-2024. Pour les six premiers mois de l'année, la croissance constatée est plus élevée (9,6 %), en raison notamment de la constatation plus rapide de certaines dépenses en 2023-2024 par rapport à la même période l'année précédente. Ainsi, la baisse attendue de la croissance annuelle s'explique entre autres par le nouveau montant ponctuel pour le coût de la vie, comptabilisé en novembre 2022, ainsi que par la bonification du montant pour le soutien des aînés et par le programme de bourses incitatives Perspective Québec, comptabilisés à compter de décembre 2022.
- (7) Il s'agit du solde au sens des comptes publics.
- (8) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.
- (9) La révision de 135 millions de dollars depuis la mise à jour de l'automne 2023 s'explique par une détérioration de 635 millions de dollars du cadre financier, compensée en grande partie par l'utilisation de la provision pour éventualités de 500 millions de dollars.
- (10) Certaines dépenses ont été reclassées entre les portefeuilles pour qu'elles tiennent compte du passage à la structure budgétaire 2023-2024.
- (11) Sources : Comptes publics et Statistique Canada.
- (12) Cette moyenne est obtenue en divisant la somme des dettes provinciales par la somme des PIB provinciaux.
- (13) Ces éléments, qui sont inclus dans le surplus (déficit) budgétaire du gouvernement, sont éliminés dans les opérations non budgétaires, car ils n'ont pas d'effet sur les liquidités.
- (14) Les surplus ou besoins financiers relatifs aux autres comptes peuvent varier de façon importante d'un mois à l'autre, notamment en fonction du moment où le gouvernement encaisse ou décaisse les sommes relatives à ses activités. Par exemple, lorsque le dernier jour d'un mois n'est pas un jour ouvrable, les remises relatives à la TVQ sont encaissées au début du mois suivant, de sorte que l'équivalent de deux mois de remises peut être encaissé au cours d'un même mois.
- (15) Ces emprunts proviennent des sommes avancées par les immigrants investisseurs. Ces sommes sont prêtées au gouvernement par l'intermédiaire d'Investissement Québec.
- (16) Il s'agit des remboursements d'emprunts à long terme réalisés du 1^{er} avril au 30 septembre 2023.
- (17) Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- (18) Il s'agit du cumulatif des périodes disponibles par rapport à la même période de l'année précédente.
- (19) Il s'agit de la variation par rapport à l'année précédente.

Pour tout renseignement, communiquer avec la Direction des communications du ministère des Finances, à info@finances.gouv.qc.ca.

Le présent rapport est accessible sur le site Web du ministère des Finances : www.finances.gouv.qc.ca.